

Dix-sept ans de guérilla L'homme de tous les fusils

Comment le révolutionnaire du désert est devenu le chef de file du terrorisme d'Etat

Chien enragé », tranche Reagan. « Fou psychopathe », disait Anouar el-Sadate. « Terroriste », s'inquiètent les chefs d'Etat occidentaux. Terroriste ? A Tripoli, le guide de la révolution libyenne balaise tout d'un revers de la main : « Le terrorisme est le résultat du colonialisme et de l'impérialisme... Quand le monde entier est pris de folie, le sain d'esprit a l'air d'un fou. »

Du jeune capitaine fasciné par Nasser, visionnaire de l'islam, obsédé par l'union avec les « pays frères » au tenant de l'action terroriste internationale, devenu l'ennemi numéro un des Etats-Unis... la longue marche du colonel Kadhafi vers le terrorisme d'Etat s'est faite pas à pas.

« Je crois reconnaître ma jeunesse », lui a dit un jour le raïs égyptien, Nasser. Nous sommes en 1969 : le capitaine est devenu colonel. Il vient de prendre le pouvoir, et ses pairs le désignent très vite chef de la révolution libyenne. A 27 ans, il est à la tête d'un pays immense et riche. Mais ce n'est qu'un désert. Le sable et le pétrole ne suffisent pas à ce fils de nomade.

Réunir la nation arabe d'abord. Ce sera chez lui une hantise. Deux ans après son accession au pouvoir, il signe sa première charte, une « fédération » entre l'Egypte, le Soudan et la Libye. Un an plus tard, la Syrie les rejoint. En août 1973, Kadhafi et Sadate décident l'union totale entre leurs deux pays. Liaison avortée : la guerre d'octobre amène la rupture.

1974 : voyage surprise du guide libyen en Tunisie. Il arrache son accord au vieux Bourguiba. Mariage éphémère. Union Libye-Syrie en 1980, fusion Tchad-Libye un an plus tard. Les échecs ne l'arrêtent pas. La frénésie d'union le porte vers Hassan II, ce monarque qu'il a tant décrié : le roi du Maroc, soucieux de neutraliser l'un de ses adversaires sahariens, lui ouvre les bras. C'était à Oujda en août 1984. L'accord tient toujours...

Mobiliser la grande nation arabe, la bousculer et l'agiter si nécessaire pour la réveiller. Soit. Mais Kadhafi ne dérange pas seulement ses pays frères. La révolution venue du désert cherche des échos. Tout ce qui se dresse de par le monde est forcément révolutionnaire.

« Les Peaux-Rouges sont d'origine libyenne », écrira-t-il un jour à Ronald Reagan. La révolution ne peut pas coexister avec « l'impérialisme ». En mars 1970, son guide met un terme à l'activité des bases anglaises installées à Tobrouk et, trois mois plus tard,

chasse aussi les G.I. du pays. Trois mois plus tard encore, il exproprie les communautés juive et italienne. La cathédrale du Sacré-Cœur devient la mosquée Gamal-Abdel-Nasser. Kadhafi fait table rase de l'Occident.

L'ancien étudiant de Londres qui se promenait en djellaba n'a pas oublié les moues moqueuses sur son passage. Il soutiendra la lutte de l'île de Malte contre les Britanniques et assistera les nationalistes républicains de l'IRA. Les musulmans des Philippines sont en lutte ? Les Black Panthers choisissent la violence ? Amin Dada veut expulser les techniciens israéliens ? Le Frolinat lance la rébellion au Tchad ?... Kadhafi est là et offre son aide. Partout. Du coup d'Etat de Skhirat contre le roi du Maroc — avant l'union — jusqu'à la guerre sainte des Pakistanais contre les Indiens. Au nom des minorités opprimées ! Kadhafi a décrété la guérilla universelle ; il frôle le terrorisme.

1972 : attentat de Munich contre les athlètes israéliens aux jeux Olympiques. Le colonel libyen applaudit. 17 septembre 1973 : action commando à coups de grenade contre l'aéroport de Fiumicino, en Italie : 32 morts. Cette fois, la police italienne le met en cause. Le pas est franchi. En Egypte, le président Sadate l'accuse de comploter contre lui. Entre les deux hommes, la rupture est profonde, et la haine définitive. Quand le président égyptien sera assassiné, le colonel libyen s'en félicitera. 1975 : le Liban saigne. Les fedayine détournent un avion britannique. Le colonel accueillera les pirates palestiniens à Tripoli. En France, à Orly, on tire au bazooka contre un avion d'El Al. Les terroristes se réclament de Kadhafi...

Le monde découvre l'homme fort de Tripoli. Le guide de la Jamahiriya — l'Etat des masses —, à la fois Saladin et Mao Tsé-toung, part pour de longues retraites dans le désert. Il en revient avec un petit livre vert à la main : « La Solution théorique, définitive au problème de l'appareil de gouvernement ». Rien de moins. « Après l'époque des Républiques électives, c'est l'ère des masses », affirme le guide. Après ce livre, Kadhafi quitte définitivement le temporel. Désormais, la Libye ne peut et ne doit parler que d'une seule voix. Celle, unie, du Congrès, du peuple et de son chef. Les opposants, traqués et retrouvés, seront éliminés au cœur des grandes capitales européennes ; à Londres, Rome ou Athènes, s'il le faut.

L'Europe s'inquiète mais continue à lui vendre des armes, la France ses Mirage, la Grande-Bretagne et l'Italie leurs blindés et leurs navires. Les Etats-Unis s'irritent mais investissent des millions de dollars. Avec des revenus pétroliers de 20 milliards de dollars par an, Kadhafi est un formidable client. Les Soviétiques, eux, se taisent. Sadate leur a fermé l'Egypte ; ils deviennent subitement très attentifs à l'épopée de ce nouveau leader africain.

En 1976, Brejnev invite le petit colonel à Moscou. Kadhafi vient, mais il n'a jamais eu de sympathie pour le marxisme athée des pays de l'Est. Il faudra attendre Camp David et la paix « scélérate » de Sadate avec Israël.

Le nouveau leader du Front de la Fermeté fait alors alliance avec Moscou. La Libye accueillera plusieurs milliers de conseillers soviétiques. Ceux-ci lui livreront ce qu'ils ont de mieux : des batteries de Sam 5. Cadeau privilégié ! Ni Cuba ni le Viêt-nam n'auront droit à ces missiles. La Libye et la Syrie seront les seuls pays non membres du pacte de Varsovie à recevoir les précieux missiles.

En août 1981, deux chasseurs libyens, des Sukhoi de fabrication soviétique, sont abattus au-dessus du golfe de Syrte par les F 14 de la flotte américaine.

A Washington, Reagan a remplacé Carter. L'Amérique ne supporte plus l'insolence et les menaces du colonel. L'épreuve de force ne sera plus souterraine, le géant américain montre ses muscles : « Objectif Kadhafi ! », affichent les tee-shirts des pilotes américains.

« Tripoli est la Mecque des révolutionnaires du tiers monde », affirme le commandant Jalloud, numéro deux du régime libyen. En

Libye, les difficultés s'accumulent ! Kadhafi, qui a supprimé le petit commerce et veut instituer le service militaire obligatoire pour les femmes, a des ennuis avec ses propres musulmans intégristes ! Les prix du pétrole chutent et le guide de la Jamahiriya expulse les travailleurs immigrés tunisiens et égyptiens ! Il n'y a plus de boulanger à Tripoli et les Libyens sont obligés de faire la queue dans des hypermarchés vides ! Les hommes n'ont aucune envie de se battre pour le Tchad, de mourir pour Faya-Largeau. Peu importe. Le colonel embauche à Djibouti, au Mali et en Inde pour sa Légion arabe, à raison de 300 dollars par mois.

Et il accueille le terroriste numéro un mondial : Abou Nidal soi-même, responsable entre autres de la tuerie de la rue des Rosiers. Le 27 décembre 1985, des touristes sont hachés à la mitrailleuse dans les aéroports de Vienne et de Rome. Commanditaire : Abou Nidal. Reagan envoie le « Saratoga » et le « Coral Sea » frapper dans le golfe de Syrte.

Terrorisme contre porte-avions américains : les données du conflit sont brutales. De part et d'autre, la voie est unique : l'escalade, pour ne pas perdre la face. Le Guide suprême, enfermé dans sa logique, ne peut reculer sans se renier. Le souhaite-t-il ? Kadhafi, le prophète, ne l'a jamais caché ; dans la longue marche vers la révolution, le martyr ne peut pas être écarté. En face, le géant américain, engagé aux yeux du monde dans une formidable épreuve d'intimidation, est lui-même condamné à frapper. Jusqu'au silence de l'autre.

JEAN-PAUL MARI
et **PIERRE BLANCHET** ●

Kadhafi à la télévision pendant son entretien avec l'ambassadeur d'URSS, le lendemain du raid américain



Le bras de fer soviéto-américain

Kadhafi, maillon faible

Kadhafi, première victime d'un futur marchandage soviéto-américain ? Ce qui est sûr, c'est que le bombardement de Tripoli, intervenant après d'autres décisions spectaculaires prises par les Etats-Unis, indique qu'un bras de fer de grande ampleur est engagé entre le Kremlin et la Maison-Blanche. « *C'est Reagan qui teste les nerfs de Gorbatchev* », constate laconiquement un haut responsable français. La Maison-Blanche avait annoncé la couleur dès le début de cette année, en proclamant la « *doctrine Reagan* ». Elle prévoit le soutien à toutes les guérillas anticommunistes et aboutit dans les faits à une politique de « *roll back* », c'est-à-dire de refoulement de la présence soviétique dans le tiers monde. Il s'agit de démontrer à Gorbatchev que l'Amérique ne se laisse pas enfermer dans un simple dialogue sur les armements, comme semble le souhaiter le Kremlin. Il n'y aura pas une réédition de la détente des années 70 qui, selon l'interprétation reaganienne, avait permis à l'URSS, à la faveur des accords de désarmement, d'étendre son emprise dans le tiers monde.

Le choix de la Libye comme terrain de démonstration s'explique bien dans ce contexte. Les risques y sont minimes pour

l'Amérique. Sur le plan militaire, les Soviétiques sont en état d'infériorité manifeste en Méditerranée. Leur engagement aux côtés de la Libye a toujours été nuancé. Ils n'ont pas signé de traité de défense avec Kadhafi parce qu'ils ne lui ont jamais fait confiance. De plus, Gorbatchev s'est mis dans un mauvais pas l'an dernier quand il a livré des fusées SAM 5 au colonel libyen. Car cette arme, par sa portée, lui permet de toucher des appareils américains dans l'espace aérien international. Il n'était pas question pour les Etats-Unis de laisser passer sans réagir ce changement unilatéral dans l'équilibre militaire régional.

En mars, deux semaines avant d'entreprendre des manœuvres navales devant la Libye, le Pentagone a envoyé un croiseur et un destroyer frôler les eaux territoriales de l'Union soviétique en mer Noire, au large de la Crimée — une première. Moscou savait dès ce moment-là que la VI^e flotte ne se laisserait pas intimider par Kadhafi, qui voulait lui interdire l'accès des eaux du golfe de Syrte. Et il était alors clair que, dans l'affrontement qui se préparait, les avions américains s'en prendraient d'abord aux bases des fusées SAM 5. La « bataille » du golfe de Syrte eut effectivement lieu le 25 mars, et les Soviétiques témoignèrent d'une discrétion exemplaire. Cette extrême réserve du Kremlin se confirmait la semaine dernière quand furent retirés des abords de Tripoli tous les bateaux soviétiques qui auraient pu gêner l'action américaine, alors visiblement en préparation.

Il confirmait ainsi l'analyse des Européens — et celle du gouvernement français — qui considèrent l'équipe de Gorbatchev comme particulièrement prudente dans la gestion de la crise. Et qui craignent aussi qu'en fin de compte ce soit lui le vrai gagnant. Car la réprobation nuancée mais quasi unanime manifestée dans les capitales européennes, après le raid américain, se fonde sur une double conviction : 1) une opération militaire classique ne peut pas constituer une réponse sérieuse à des actions terroristes ; 2) l'avantage immédiat retiré par Reagan de sa démonstration de force face à Gorbatchev sera dommageable à long terme aux intérêts de l'Europe dans le tiers monde, en particulier au Proche-Orient et en Afrique.

En fait, les Européens ont surtout été frappés par le peu d'importance que l'administration américaine attachait à leur avis dans cette affaire. L'Allemand Genscher, qui devait transmettre à Washington la position élaborée à La Haye par les ministres européens dans la journée de lundi, était en route au-dessus de l'Atlantique quand les bombardiers américains ont décollé de leurs bases de Grande-Bretagne en direction de Tripoli. Et beaucoup se posent crûment la question : si le poids de l'Europe est aussi faible quand Reagan et Gorbatchev s'affrontent, qu'en restera-t-il si un jour ils se mettent à table pour négocier ?

FRANÇOIS SCHLOSSER ●